



EEB
European
Environmental
Bureau



Communiqué de presse 20 septembre 2023 | Pour diffusion immédiate

LES DÉPUTÉS EUROPÉENS S'ACCORDENT SUR LES RÈGLES EN MATIÈRE D'EAUX USÉES, MAIS PAS SUR LES MICROPOLLUANTS

Les députés de la commission Environnement (ENVI) du Parlement européen ont approuvé la mise à jour les règles existantes en matière de traitement des eaux usées, mais ont considérablement affaibli les dispositions relatives à l'élimination des micropolluants.

Aujourd'hui, la commission ENVI du Parlement européen a voté de nouvelles règles mettant à jour la Directive européenne sur le traitement des eaux urbaines résiduaires, vieille de plus de 30 ans.

L'extension des règles existantes

Les députés ont voté l'extension du champ d'application de la Directive aux agglomérations les plus petites traitant les eaux usées de l'équivalent de 750 personnes. Dans le même temps, ils ont toutefois repoussé l'échéance de mise en conformité avec le traitement de base des eaux usées à 2032, soit deux ans plus tard que ce que la Commission européenne avait proposé.

La commission ENVI a également approuvé de nouvelles règles concernant l'élimination des nutriments. Celles-ci s'appliqueront progressivement aux stations d'épuration de moyenne et grande tailles jusqu'en 2043 (soit trois ans plus tard que le calendrier initialement proposé par la Commission européenne).

Sara Johansson, responsable politique au Bureau Environnemental Européen (European Environmental Bureau), a déclaré :

« Les eaux usées sont le reflet de la pollution créée par notre société et constituent une pression connue sur les écosystèmes aquatiques. Les députés européens ont montré aujourd'hui qu'ils étaient prêts à mettre à jour les règles de traitement des eaux usées, mais ils ne semblent pas encore comprendre le risque de propagation des micropolluants via les eaux usées et les eaux de débordement. »

Lucille Labayle, chargée de mission qualité de l'eau et santé à Surfrider Foundation Europe, a déclaré :

« C'est un résultat en demi-teinte que nous observons. D'une part, nous saluons les efforts de la commission ENVI pour lutter contre la pollution des [biomédias](#) et renforcer la proposition de la Commission européenne à ce sujet. D'autre part, malgré l'amélioration certaines règles relatives à la gestion des eaux usées, nous regrettons profondément que le résultat de ce vote ne soit pas à la hauteur du niveau d'ambition nécessaire pour agir rapidement sur la pollution chimique. »

Les députés européens ont confirmé leur volonté d'aborder la question de la pollution des [biomédias](#). L'inclusion de cette source de pollution microplastique et chimique ainsi que l'approbation de mesures préventives obligatoires constituent une étape majeure dans la lutte contre les menaces chroniques et aiguës que cette pollution fait peser sur l'environnement.

De la résistance aux nouvelles règles sur les micropolluants et le pollueur-payeur

La commission a considérablement affaibli la proposition de la Commission européenne concernant les nouvelles règles relatives à l'élimination des micropolluants causant un risque pour l'environnement et la santé humaine, tels que les résidus pharmaceutiques. Les normes approuvées sont très en deçà par rapport aux pratiques existantes dans d'autres pays, comme la Suisse.

En outre, la commission ENVI a édulcoré la proposition de la Commission introduisant un système de responsabilité élargie des producteurs (REP) selon laquelle le coût de la mise à niveau des stations d'épuration afin d'éliminer les micropolluants devra être supporté par les producteurs et les importateurs des produits à l'origine des substances. De nouvelles exemptions ont été introduites et une partie du coût de la mise à niveau pourra être couverte par le budget public.

L'adaptation au climat et les déversements d'eaux usées

Enfin, les députés ont approuvé la mise en place par les villes de plans de gestion intégrée pour les eaux usées urbaines afin d'éviter les déversements causés par temps de pluie. Il ne sera pas toutefois requis de rendre plans accessibles au public, malgré le fait qu'ils contiennent des informations importantes sur l'état de l'environnement. En outre, de nouveaux objectifs alternatifs visant à limiter l'occurrence de déversements d'eaux usées ont été introduit mais ils se révèlent plus laxistes que certaines normes existantes en Europe.

C'est maintenant au Parlement dans son ensemble de s'exprimer lors du prochain vote en plénière en octobre.

Notes aux éditeurs :

La Commission européenne a proposé en octobre 2022 une refonte de la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires qui met à jour la directive existante de 1991.

La proposition de la Commission met à jour les règles existantes en matière de traitement des eaux urbaines résiduaires et introduit de nouvelles exigences pour contrôler les rejets de micropolluants, limiter les déversements d'eaux usées et responsabiliser les pollueurs, par le biais d'objectifs intermédiaires jusqu'en 2040.

Les ministres de l'environnement du Conseil sont en train de former leur une sur la proposition de la Commission et un accord est prévu pour le Conseil ENVI du 16 octobre.

Les députés européens s'accordent sur les règles en matière d'eaux usées, mais pas sur les micropolluants.

À propos de Surfrider Foundation Europe

L'ONG Surfrider Foundation est un collectif d'activistes positifs qui agit concrètement sur le terrain au quotidien pour transmettre aux générations futures un Océan préservé. Notre mission : Porter haut et fort la voix de l'Océan ! Nos armes ? Sensibiliser et mobiliser les citoyens, enfants comme adultes (notamment grâce à 48 antennes bénévoles dans toute l'Europe), utiliser notre expertise scientifique pour porter des actions de lobbying et transformer les entreprises. Découvrez l'association sur <https://surfrider.eu/> ou via [cette vidéo](#)

À propos du Bureau Européen de l'Environnement (European Environmental Bureau)

EEB est le plus grand réseau d'organisations de citoyens pour l'environnement en Europe. Il compte actuellement plus de 180 organisations membres dans 40 pays, dont un nombre croissant de réseaux, et représente quelque 30 millions de membres individuels et de sympathisants. Nous plaçons en faveur de politiques progressistes visant à créer un meilleur environnement dans l'Union européenne et au-delà. Découvrez l'association sur <https://eeb.org/about/>

CONTACT SURFRIDER FOUNDATION EUROPE :

Lionel Cheylus | Responsable relations médias | +33 6 08 10 58 02 | lcheylys@surfrider.eu



La campagne « Healthy Water » de Surfrider Foundation Europe est soutenue par le programme LIFE créé par la Commission européenne. Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu, qui reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut pas être tenue pour responsable de toute utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.